

date de dépôt : **10 novembre 2015**

demandeur : **Commune de Castirla, représenté par M. Le Maire Jacques-André TOMASINI**

pour : **Construction de la nouvelle mairie**

adresse terrain : **à Castirla (20236)**

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de construire**  
**au nom de la commune de Castirla**

**Le maire de Castirla,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 10 novembre 2015 par Commune de Castirla, représenté par M. Le Maire Jacques-André TOMASINI demeurant à Castirla (20236);

Vu l'objet de la demande :

- pour Construction de la nouvelle mairie ;
- sur un terrain situé à Castirla (20236) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2011 332-0001 en date du 28/11/2011 portant approbation de la carte communale de CASTIRLA ;

Vu le terrain d'assiette du projet situé en zone constructible de la carte communale susvisée ;

Vu l'avis favorable de Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 04/02/2016 ;

Vu l'avis technique de Syndicat Intercommunal d'Électrification et de l'Éclairage Public de la Haute-Corse en date du 02/02/2016 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 28/01/2016 ;

Vu l'avis technique de la Sous Commission Départementale d'accessibilité des personnes handicapées en date du 26/01/2016 ;

Considérant que le Syndicat Intercommunal d'Electrification et de l'Eclairage Public de la Haute- Corse précise dans son avis du 02/02/2016 que la desserte du terrain sera assurée au 4 ème trimestre 2017 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

## Article 2

Le pétitionnaire devra strictement respecter les prescriptions suivantes données par l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis du 28/01/2016 :

La toiture doit être réalisée à deux versants de pentes égales. La couverture doit être en lauzes traditionnelles (en totalité : rampants, rives, faîtage et arêtes). Les lauzes de rives doivent être posées au droit des pignons sans débord en maçonnerie. La souche de cheminée doit être de type traditionnelle. Les corniches doivent se finir au droit des pignons, sans retour. Aucune remontée d'étanchéité ne doit être visible sur la toiture terrasse.

Les menuiseries de fenêtres et portes fenêtres doivent être en bois ou en aluminium couleur grise. Le PVC est proscrit. Les percements créés doivent être à dominante verticale (plus hauts que larges). La porte d'entrée doit être en bois, à lames horizontales ou obliques, de couleur identique à celle des volets. Les gardes-corps des portes-fenêtres de la terrasse ou du balcon doivent être en fer droit y compris dans leur profil, de même couleur que les volets. Les appuis de fenêtres doivent être en pierre, sans débord en béton.

Les parties en pierre doivent être réalisées en pierres locales.

Les places de parking doivent être d'aspect le plus nature possible. Les enrobés sont proscrits.

Le pétitionnaire devra strictement respecter les prescriptions suivantes données par la Sous Commission Départementale d'accessibilité des personnes handicapées du 26/01/2016 :

Le pétitionnaire veillera à contraster les nez de marches et les contremarches de la 1ère et dernière marche des escaliers. Le pétitionnaire veillera également à mettre en place un dispositif de protection afin d'éviter les chutes le long de la rampe d'accès au bâtiment.

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions mentionnées dans l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 04/02/2016, annexé au présent arrêté.

## Article 3

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Soit la date à laquelle vous avez reçu notification du présent arrêté
- Soit la date de transmission de cet arrêté au préfet.

Le 19/05/2016

Le maire,



*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.